



Le 21 octobre 2014

Le SPPMM à la Commission Charbonneau

Hier midi, le SPPMM était invité à présenter son mémoire à la Commission Charbonneau. Sa présidente a fait ressortir différents éléments qui peuvent favoriser un climat de collusion et de corruption à la Ville de Montréal. Le mémoire peut être consulté sur le site Internet du SPPMM.

La présidente a en outre renchéri sur les constats d'autres témoins à l'effet qu'il y a d'importants risques à recourir systématiquement à de la main-d'œuvre temporaire ou de se mettre à la merci de consultants externes, surtout dans les domaines où des décisions stratégiques doivent être prises. Des consultants ne devraient pas travailler dans les locaux de la Ville, ni avoir accès aux équipements informatiques où sont stockées des données sensibles, non plus que de signer des documents décisionnels.

Le SPPMM réclame des processus de dotation crédibles, la sécurité d'emploi pour le plus grand nombre, de la formation continue pour permettre aux professionnels de demeurer à la fine pointe de leur expertise afin d'être en mesure de contrôler les fournisseurs externes. Il est aussi essentiel que des façons de faire uniformes à la Ville-centre et dans les arrondissements soient adoptées, diffusées et rendues accessibles à tous.

Outre ces recommandations visant à prévenir les situations qui facilitent la collusion et la corruption, il faudrait qu'un commissaire à l'éthique externe et indépendant soit chargé de recevoir les signalements des fonctionnaires qui décèlent des irrégularités et de faire enquête. Nos organismes de surveillance devraient être en mesure de proposer

des recommandations et de s'assurer de leur respect. Tout cela en prévoyant des mécanismes garantissant la protection des divulgateurs.

Dans un contexte où la Ville veut procéder à des coupures de postes draconiennes chez les professionnels, sans diminuer les services aux citoyens donc, ni la charge de travail, il y a tout lieu de s'inquiéter d'une hausse quasi-inévitable du recours à des consultants et, ce faisant, de la vulnérabilité accrue de la Ville à la collusion et à la corruption.

Nous savons déjà que les honoraires des consultants sont notablement plus élevés que les émoluments des fonctionnaires et qu'ils ont l'avantage de ne pas apparaître dans les postes budgétaires reflétant la masse salariale. Le SPPMM continue d'espérer que les bons choix, en faveur de la pérennité de l'expertise à la Ville et des intérêts des citoyens, seront faits par l'Administration montréalaise.